



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/5
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202587-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

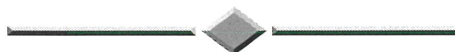
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/5
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202587-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

5 AVENANT N° 1 À LA CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DU 17 OCTOBRE 2025 AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN POUR LA CHALOUPE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

La subvention sollicitée par délibération du 17 octobre 2025 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (D.D.E.T.S.) pour le financement de l'accueil de jour la Chaloupe a été accordée.

Pour mémoire, la subvention allouée pour une durée d'un an du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 s'élève à 130 000 € correspondant à 24,10 % du coût total de l'action de la Chaloupe.

La D.D.E.T.S. propose un avenant à la convention portant sur la revalorisation de la masse salariale et propose une subvention de 32 012 € complémentaire pour compenser l'augmentation du dernier point d'indice des travailleurs sociaux fonctionnaires.

Le projet de l'avenant n° 1 à la convention de subvention est annexé à la présente délibération.

- Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant signer l'avenant n°1 à la convention de subvention correspondant à la revalorisation de la masse salariale avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires,

CONSIDÉRANT le projet de l'avenant n° 1 à la convention de subvention annexé.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention de subvention correspondant à la revalorisation de la masse salariale avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2025,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation
Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.